

## **La Justice Pour Tous**

Un siège sera disponible l'an prochain à la Cour suprême du Canada, permettant ainsi au premier ministre de promouvoir la réconciliation en nommant un juge autochtone au plus haut tribunal du Canada.

Le ministre de la Justice du Canada a déclaré en public que la nomination d'un membre autochtone à la Cour suprême du Canada exige une réflexion sérieuse. D'ailleurs, l'Association du Barreau Canadien a déjà voté pour l'adoption d'une proposition selon laquelle le peuple autochtone sera représenté dans les Cours canadiennes. Cette semaine, l'ABC discutera en débat d'une résolution pour clarifier le fait que leur soutien comprend aussi des nominations à la Cour suprême. Le passé historique des peuples autochtones dans ce territoire et la place spéciale qui leur est conférée dans la Constitution le revendiquent.

Nous croyons que les canadiens devraient soutenir une telle nomination. Cela affirmera en termes formels ce qui a déjà été reconnu, à savoir que le droit coutumier autochtone est une entité distincte et fondatrice de la loi Constitutionnelle canadienne. Cette affirmation saura renforcer comment il est important d'inclure des perspectives autochtones pour comprendre, interpréter et mettre en application les droits inhérents, ancestraux et issus de traités des Premières Nations. De plus, l'assurance d'une participation autochtone serait cruciale pour la sauvegarde de la légitimité des institutions judiciaires.

Nous reconnaissons, toutefois, que cette idéologie fait l'objet d'une opposition quelconque. Une des argumentations présentées repose sur le fait que les juges doivent être sélectionnés d'abord et avant tout sur le concept de mérite. Nous sommes parfaitement d'accord. Néanmoins, si on suppose que le principe de mérite exclut automatiquement une nomination autochtone, on ne saurait rendre justice à ces nombreux intellectuels autochtones qui brillent dans le domaine juridique. En fait, il existe un bon nombre de candidats autochtones qui ont l'expérience, la perspicacité et l'expertise requises pour servir au plus haut tribunal du Canada. La nomination d'un représentant